

Programme de culture religieuse dans les écoles québécoises

Le christianisme sera respecté

NORMAN DELISLE

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le nouveau programme de culture religieuse va respecter l'importance historique et culturelle du catholicisme et du protestantisme au Québec, garantit le premier ministre Jean Charest.

Ce dernier a défendu hier à l'Assemblée nationale ce controversé programme qui sera offert dans les écoles du Québec à partir de septembre prochain, en remplacement des cours de religion.

Le premier ministre a pourfendu Mario Dumont et le parti de l'Action démocratique, après que M. Dumont ait critiqué sévèrement le nouveau programme. M. Charest a accusé le chef adéquat de « tenter d'allumer un autre incendie », et l'a qualifié de « boussole démagnétisée et démagogique ».

M. Dumont juge pour sa part qu'avec le nouveau programme de culture religieuse, « beaucoup de Québécois se posent des questions et sentent qu'on est en train de leur pousser dans la gorge quelque chose dont ils ne veulent pas et qu'ils ne souhaitent pas pour leurs enfants ».

Il y a derrière ce programme « une banalisation du patrimoine québécois, incluant notre patrimoine religieux », croit-il.



LA PRESSE CANADIENNE

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a cité des extraits du programme contesté, hier, à l'Assemblée nationale.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, s'est mêlée du débat. Elle a reproché à Mario Dumont de ne pas avoir présenté de mémoire devant la commission Bouchard-Taylor, ce qui aurait permis de savoir ce que l'ADQ pense réellement des accommodements raisonnables.

M^{me} Marois a aussi plaidé que pour réussir l'implantation du nouveau programme de culture religieuse, il faut s'assurer qu'il réserve une place prépondérante à la tradition chrétienne, « parce que cette tradition a joué un rôle déterminant dans la construction de notre identité québécoise

et qu'elle est un fondement clair de la culture occidentale, dont nous sommes partie prenante ».

Pour étayer le débat, le chef de l'Action démocratique a cité des extraits du programme contesté. Il a demandé au premier ministre si ce dernier connaissait un extrait du document, le récit de Glousskap.

« Glousskap a tué son frère Malsum, l'Esprit du Mal, le fameux Winpé et d'autres sorciers encore. Enfin, il a tant humilié la sorcière Poujinkouesse qu'elle s'est changée en maringouin, et cela uniquement pour se venger, car elle est devenue, grâce à cette

métamorphose, la mère d'une engeance persécutrice des hommes que protège son puissant ennemi », a cité ironiquement M. Dumont.

« Je veux juste être sûr que c'est le bon récit, car ma fille va m'arriver avec ça l'automne prochain », a poursuivi M. Dumont en faisant allusion à sa fille de 5 ans, Juliette.

Le chef adéquat a lancé un appel personnel au premier ministre: « Il devrait écouter ses convictions, sa pensée profonde, et arrêter une machine bureaucratique qui a intoxiqué tout son monde », a-t-il dit.

LEDROIT, LE VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2007

ÉCONOMIE 33

L'éducation doit redevenir la priorité du Québec

MONTRÉAL — Pour accroître les ressources de ses institutions d'enseignement supérieur, le Québec doit songer à solliciter davantage les étudiants, les diplômés, le secteur privé et les contribuables, a soutenu, hier, le chef de la direction financière du Mouvement Desjardins, Monique Leroux.

Parmi les pistes qu'elle propose d'explorer: l'augmentation des tarifs d'électricité, la modulation des droits de scolarité en fonction du domaine d'études, une contribution accrue du secteur privé et des diplômés. Elle s'inspire d'un rapport publié plus tôt cette année par le CIRANO, un centre interuniversitaire de recherche dont fait partie Desjardins.

M^{me} Leroux, qui prononçait un discours devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, a soutenu que l'éducation devait « redevenir la priorité » du Québec. Elle s'est demandée si le gouvernement ne devait pas offrir des incitatifs fiscaux pour favoriser les dons des entreprises et des diplômés. Elle a en outre prôné une augmenta-

tion du nombre d'étudiants étrangers, y voyant une autre façon de hausser les revenus des universités.

Même si le niveau de scolarité médian des jeunes Québécois a rattrapé celui des Canadiens et des Américains au cours des dernières décennies, le retard de la province persiste toujours au niveau universitaire, a souligné Monique Leroux. À l'heure actuelle, tout juste 27 % des Québécois détiennent un diplôme d'études universitaires.

La dirigeante de Desjardins a tenu à préciser que tout réinvestissement massif dans le domai-

ne de l'éducation postsecondaire devrait s'accompagner d'une amélioration de la gestion des universités québécoises.

M^{me} Leroux n'a pas voulu pointer directement du doigt l'UQAM, qui fait actuellement

face à une crise immobilière et financière, disant que son message s'adressait à toutes les institutions. Elle ne croit pas, par ailleurs, qu'il faille ajouter des mesures de surveillance des universités pour atteindre ce but.

En juin, le président de la Banque de Montréal au Québec, Jacques Ménard, avait lui aussi pressé le gouvernement de faire de l'éducation une priorité absolue.

LA PRESSE CANADIENNE



Le vendredi 14 déc 2007

Dumont s'attire les foudres du milieu autochtone

[Malorie Beauchemin](#)

La Presse
Québec

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a soulevé l'indignation d'autochtones en ridiculisant une de leurs légendes en pleine Assemblée nationale, dans le but de démontrer que le nouveau cours d'éthique et culture religieuse est déconnecté de la réalité québécoise.

«C'est vraiment se foutre de la gueule du monde», a réagi Réjean O'Bomsawin, historien abénakis, en prenant connaissance des déclarations du chef adéquistes sur Glousskap (Glousskap ou Glousskabi, selon les orthographes variables).

M. Dumont, qui semblait ignorer tout de cette légende micmac, aussi présente dans d'autres communautés, a affirmé avoir trouvé sur Google une seule mention concernant le «récit de Glousskap», un exemple des mythes fondateurs qui seront enseignés aux enfants du primaire dès septembre 2008, en remplacement des cours de morale et de religion.

«Le premier ministre, le récit de Glousskap, est-ce qu'il peut se lever à l'Assemblée nationale et nous en parler? On a réussi à trouver une chose sur Google, sur le récit de Glousskap, a lancé le chef de l'ADQ, en poursuivant: «Glousskap a tué son frère Malsum, l'Esprit du Mal, le fameux Winpé et d'autres sorciers encore. Enfin, il a tant humilié la sorcière Poujinkouesse qu'elle s'est changée en maringouin, et cela uniquement pour se venger, car elle est devenue, grâce à cette métamorphose, la mère d'une engeance persécutrice des hommes que protège son puissant ennemi.»

«Je veux juste être sûr que c'est le bon récit, ma fille (de 5 ans) va m'arriver avec ça l'automne prochain», a ajouté M. Dumont, qui critique, depuis mercredi, le manque de prédominance du catholicisme dans le contenu du nouveau programme d'enseignement.

Pour M. O'Bomsawin, le chef adéquistes «n'est pas allé aux sources» pour comprendre le fondement de la légende et ainsi «il ridiculise les Premières Nations».

«C'est certain qu'en le présentant comme ça, c'est pas intéressant, c'est comme parler d'extraterrestres. Mais si c'est bien décrit aux enfants, c'est intéressant», a souligné ce professeur et conférencier, de la communauté d'Odanak, située au sud de Trois-Rivières.

Souvent associée aux nations autochtones de la famille linguistique algonquienne orientale (Malécites, Micmacs, Abénakis), la légende raconte que Glousskap (parfois aussi appelé Odzihozo dans certains contes abénakis), est né de la poussière causée par Tabaldak (le Créateur), qui «après avoir créé tous les êtres humains, secoua les mains». Mais Glousskap est surtout connu dans la mythologie autochtone pour avoir créé le vent, et parce qu'il a été chargé de veiller sur la Terre et les humains.

Pour le directeur général du conseil de bande des Abénakis de Wôlinak, Bernard Ross - qui lui est d'origine innue-, le comportement de M. Dumont en Chambre est inacceptable. «C'est très méprisant, M. Dumont est rendu très loin, a-t-il souligné. Il y

a des légendes québécoises, abénakises, innues. Chacun ses légendes. Et on s'enrichit du partage des cultures.»

Autant pour M. Ross que pour M. O'Bomsawin, l'apprentissage de certaines traditions, mythes ou rituels autochtones est très important pour comprendre le Québec.

Au ministère de l'Éducation, on rétorque que «le récit de Glouskap» n'est qu'un exemple indicatif, et qu'il n'est pas certain qu'il se retrouvera dans l'enseignement donné aux enfants. Ainsi, un enseignant pourra adapter le cours selon la région où il se trouve, la présence ou non d'autochtones, d'autres religions, ou encore selon l'actualité. Le document critiqué par M. Dumont est d'ailleurs clair sur la priorisation des éléments de culture religieuse: d'abord le christianisme (catholicisme et protestantisme) au premier niveau d'importance, puis le judaïsme et les spiritualités des peuples autochtones, en deuxième. Au troisième rang d'importance arrive l'islam, le bouddhisme et l'hindouisme, qui sont suivis «d'autres religions qui pourront être abordées au cours d'un cycle».

Joint tard en soirée par *La Presse*, Alexis Wawanoloath, député péquiste d'Abitibi-Est, métis abénakis-québécois, a affirmé avoir trouvé «triste et blessant» de voir sa mythologie ainsi «ridiculisée» par M. Dumont qui selon lui, «lance de telles choses sans vraiment connaître le sujet».

«Je me serais attendu à plus de rigueur. En plus il y a des Malécites dans sa région, a souligné M. Wawanoloath. Derrière toute mythologie, il y a des morales, des valeurs, des principes.»

Le ministère de l'Éducation a raison, selon lui, d'enseigner ces récits aux enfants. «Ça fait partie de l'histoire québécoise, ça fait partie de notre culture, qui devrait être mieux connue si on veut avoir de meilleures relations, a dit le député péquiste. On comprend qu'il doit y avoir une place prépondérante au christianisme dans ce cours, mais pourquoi ne pas ouvrir l'esprit des enfants.»

M. O'Bomsawin abonde dans son sens. «Dans les vieilles familles québécoises, très peu n'ont aucune racine autochtone. M. Dumont vient de Cacouna, je ne serais pas surpris qu'il ait du sang malécite ou abénakis», a dit l'historien.

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



À SURVEILLER : Le Gala leadership de l'école secondaire Des Lacs aura lieu le 19 décembre à 18 h 30. Lors de ce gala, les jeunes présenteront leur travail sous la forme d'un article ou d'une présentation vidéo.

Un exemple à suivre

Solidement implanté dans la Petite-Nation, le Service d'animation jeunesse outaouais (SAJO) exportera son projet Bouffée d'Oxygène Ados dans des écoles de Gatineau et du Pontiac.

Le SAJO vient de recevoir de la Table jeunesse Outaouais une subvention de 100 000 \$ pour mettre en place ce programme d'animation et d'accompagnement à l'école secondaire Sieurs de Coulombe, dans le Pontiac, par l'intermédiaire du Patro de Fort-Coulonge, de même qu'à l'école secondaire du Versant, à Gatineau, par le biais du Relais des jeunes Gatinois.

Implanté depuis cinq ans à l'école Louis-Joseph-Papineau (LJP), à Papineauville, et dans quelques municipalités de la Petite-Nation avec les maisons de jeunes, le projet Bouffée d'oxygène (BO2) a pour but d'offrir et de créer des activités de sports, de loisirs, de communications et d'entrepreneuriat avec et pour les adolescents.

À LJP, certains jours près de 200 jeunes restent après l'école pour participer à des activités parascolaires mises en place par les animateurs de BO2.

Pour lui permettre de poursuivre son programme d'activités dans la Petite-Nation, SAJO recevra une autre subvention de 100 000 \$.

À motoneige pour la bonne cause

La grande randonnée à motoneige organisée par le concessionnaire F. Constantineau de Mont-Laurier est de retour cette année.

Après quelques années de pause, les organisateurs proposent une randonnée de 190 km sur les sentiers des Hautes-Lauren-



MICHEL LAFLEUR, LeDroit

Gros week-end pour Nez Rouge

L'Opération Nez Rouge se prépare pour les deux week-ends les plus occupés pour ses bénévoles. Selon les responsables, on s'attend à ce que la demande soit très forte ce soir et demain, ainsi que la fin de semaine prochaine. Ceux et celles qui voudraient faire partie de l'équipe de bénévoles peuvent le faire en composant le 819-771-2886. Cette semaine, Nez Rouge et son « escorte » sont venus faire un p'tit tour au Droit. Sur la photo, la célèbre mascotte est accompagnée de Jean-Claude Guay, de l'éditeur du Droit Jacques Pronovost, de la directrice générale de Loisirs sport Outaouais Catherine Grenier, du président d'honneur de l'Opération 2007 Michel Mayrand et du directeur du marketing au Droit, Claude Tremblay.

tides, les 18 et 19 janvier. Les participants pourront ainsi amasser des fonds pour la Fondation Kelly Shires, une fondation qui lutte contre le cancer du sein.

Les motoneigistes intéressés à prendre part à cette randonnée peuvent communiquer avec Mélanie Lacelle en composant le 1-800-567-4574.

On peut également visiter le site Internet www.fconstantineau.com pour plus d'informations.

La fierté d'une équipe

Une quinzaine d'orthophonistes de Gatineau ont vu leur initiative couronnée par le milieu de la santé pour avoir mis sur pied un projet pilote Jouons avec Cornemuse et ses amis! qui vient en aide aux jeunes enfants.

La Fondation du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Gatineau leur a décerné, mercredi, le 17e Prix Fierté 2007 visant à honorer les professionnels de la santé s'étant démarqués dans leur milieu de travail.

Ce projet pilote est un programme dont l'objectif est d'éveiller à la lecture et à l'écriture les jeunes enfants provenant notamment de familles défavorisées.

Les orthophonistes ont créé une trousse éducative contenant des extraits audiovisuels tirés de l'émission télévisée pour enfant Cornemuse, un guide de l'utilisateur, des fiches d'activités et des images.

La deuxième phase du projet consistera à distribuer d'ici l'automne 2008 les trousseaux Cornemuse dans les centres professionnels et les autres milieux du Québec.

Coup de cœur

Le jury a décerné la mention Coup de cœur à Gertrude Moncion, âgée de 83 ans, la respon-



MICHEL LAFLEUR, LeDroit

Sur la photo, se trouve Julie Sénéchal, orthophoniste, Lucie Grenier, orthophoniste, Angèle Lachance, directrice adjointe de Enfance Jeunesse-Famille, Chantal Murray, orthophoniste, Brigitte Girard, orthophoniste, et Jacinthe Mathieu.

sable de la gestion du dépanneur à la résidence du Foyer du Bonheur.

Le jury a aussi remis des prix à trois projets s'étant démarqués dans la région.

Des mentions « argent » ont été décernées à l'unité de réadaptation gériatrique située au Foyer du Bonheur pour ses services de réadaptation offerts aux personnes âgées demeurant à domicile.

Et au projet Ressource inter-

médiaire La Gappe, une entreprise privée rattachée à un établissement public offrant un milieu de vie adapté et des services de soutien ou d'assistance aux personnes âgées inscrites à ses services.

Enfin, une mention « bronze » a été remise au Centre d'enseignement sur l'asthme du CLSC de Gatineau qui depuis 10 ans informe la clientèle sur la maladie de l'asthme.

AVEC DOMINIQUE LA HAYE



Les Violons en Fête

Le groupe Les Violons en Fête a donné un spectacle bénéfique la semaine dernière dont tous les profits ont été retournés à l'organisme La Maison Bonséjour. Le groupe, qui offre plusieurs concerts qui permettent à des organismes communautaires de financer leurs activités, est composé de musiciens bénévoles. Le spectacle du 7 décembre dernier a permis de recueillir 1205 \$. Sur la photo, les musiciens entourent Claudette Lepage, Nicole Laferrière, Madeleine Charron, Denis Roy, Roger Cousineau, Roland Théoret, Éline Beauchamp, de la Maison Bonséjour, et Raymond Proulx.



Le vendredi 14 déc 2007

Services de garde: Québec promet des «ajustements»

[Tommy Chouinard](#)

La Presse

Québec

La ministre de l'Éducation et de la Famille, Michelle Courchesne, entend apporter des «ajustements» à sa réforme des services de garde, qualifiée d'échec par les éducatrices en milieu familial.

Elle a demandé à son ministère de procéder à un examen de cette réforme en vigueur depuis un an et demi. *La Presse* a révélé hier que l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec, qui avait appuyé la réforme au moment de son adoption, trouve maintenant qu'elle a engendré une foule de problèmes depuis sa mise en application.

«Est-ce qu'après un an c'est parfait? Peut-être pas. Travaillons ensemble pour apporter les bons ajustements», a lancé Mme Courchesne aux adéquistes et aux péquistes qui l'ont interrogée à ce sujet hier.

La ministre nie toutefois que cette réforme soit un fiasco comme l'a dit le député péquiste Stéphane Bergeron. «Comment peut-il affirmer que les bureaux de coordonnateurs sont un échec au Québec lorsque le taux de rotation des éducatrices n'a jamais été aussi bas? C'est-à-dire que les éducatrices en ce moment restent en emploi parce que justement ils ont de meilleurs services, il y a une meilleure coordination», a-t-elle expliqué.

Et pourtant, la présidente de l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec, Nathalie D'Amours, a confié à *La Presse* que cette réforme suscite «beaucoup de grogne chez les éducatrices actuellement». La réforme devait pourtant leur venir en aide.

La réforme a confié à 164 bureaux coordonnateurs -plutôt que 900 CPE- la gestion des 14 700 garderies en milieu familial. L'Association croyait que les éducatrices allaient jouir d'une plus grande «reconnaissance» et d'une plus grande «autonomie», comme le lui avait promis le gouvernement. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit, selon Nathalie D'Amours. Les bureaux coordonnateurs exercent un contrôle excessif sur les éducatrices. Ces dernières ne bénéficient pas toujours du soutien pédagogique qu'on leur avait promis.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le vendredi 14 déc 2007

Québec retient une partie de la subvention à l'Université de Montréal

La Presse Canadienne
Montréal

Après l'Université du Québec à Montréal (UQAM), c'est maintenant au tour de l'Université de Montréal (UdeM) de voir une portion de sa subvention retenue par le ministère de l'Éducation, en raison de sa mauvaise situation financière, selon *Le Devoir*.

L'Université de Montréal entend imiter l'UQAM en imposant une hausse des frais afférents oscillant entre 230 \$ et 560 \$, selon les catégories d'étudiants.

Le ministère retient depuis juin dernier une subvention conditionnelle de 46 millions \$ pour 2006-07, en attendant que l'Université de Montréal présente un plan de retour à l'équilibre à la satisfaction de Québec. Des mesures de redressement ont été présentées cet automne mais elles n'ont pas permis le versement immédiat de la subvention. Des pourparlers se poursuivent.

La responsable des communications de l'Université de Montréal, Sophie Langlois, refuse de préciser l'ampleur des frais financiers que l'établissement doit assumer. Elle indique que l'institution emprunte en attendant des milliers de dollars, qui ne seront pas remboursés par le gouvernement.

L'Université de Montréal a enregistré un déficit l'an dernier de 12,5 millions \$ et prévoit que celui-ci s'élèvera à 18,8 millions \$ cette année, pour un déficit total de 120 millions à la fin de 2007-08.

Friday » December
14 » 2007

It's blessed to give, but what if no one wants to receive?

High schooler discovers it's not easy to find new homes for stuffed animals

Michael Wallace

The Ottawa Citizen

Friday, December 14, 2007

Meghan Johnston, 17, thought she had found a great way to help children in need when she began collecting used stuffed animals.

But, almost a year later, she can't find anyone to take the more than 1,200 stuffed toys now piled in her family's basement.

"I thought it would be easy," says Meghan. "But I'm finding out now that there is a lot of bureaucracy in finding places to take them."

Meghan is the founder of Canada's first chapter of Stuffed Animals for Emergencies (SAFE), an organization that collects and distributes new and gently used stuffed animals.

But so far, she has only been able to distribute 40 stuffed animals to two locations -- the Ottawa Emergency Family Shelter and Harmony House.

CHEO and the Children's Aid Society turned down Meghan's offer to donate some of her stuffed animals because of the possible illnesses that could be carried by these toys. And, despite repeated e-mails and phone calls, she has not heard back from Ottawa police.

Meanwhile, more of the furry toys keep showing up at their door.

"There are three more bags waiting for me at my work," says Meghan's mother, Geri Johnston, as she looks at her daughter.

"I'm not allowed to take in any more stuffed animals until some start leaving," Meghan replies. "But after that, I'd be happy to get more."

Meghan started the Ottawa chapter of SAFE because she wanted to help people without doing a lot of paperwork. "I was encountering a lot of bureaucracy at my school when I was trying to get things done."

So, last January, she contacted Cheryl Famigletti at SAFE about creating a Canadian chapter for the organization.

Meghan was told to research Canada's donation laws and, after consulting Health Canada, she officially founded Canada's first chapter of SAFE.

Meghan received most of her stuffed animals from a donation drive held at Canterbury High School last spring. That initiative collected 500 previously used stuffed animals.

Further donations from her church and others who contacted her through the SAFE website have further swelled her numbers .

"I get a lot from the Toronto area and I've had inquiries from people from Alberta and Saskatchewan," Meghan says.

Many people from outside Ottawa will mail her their stuffed animals. Sometimes, Meghan says, if people are travelling to Ottawa, they will arrange to drop off their donations.

One woman from Mississauga is a regular donor. Meghan says when the woman drives to Ottawa she will usually drop off a bag of stuffed animals.

Meghan's parents also lend a hand by driving her and her toys around the city.

"They drive me when I'm going to drop stuffed animals off or pick them up and stuff," Meghan says.

At Mrs. Johnston's workplace, people regularly drop off new donations. Three new bags are waiting for pickup.

The program is just one of many for Meghan. She is on the student council at Canterbury and is a member of the school's social awareness campaign.

"I'm really involved in Free the Children," Meghan says. "It's given me the skills to accomplish the things I want to do."

- - -

SAFE was first founded in 1997 by Cammie Saunders in Jacksonville, Florida. Since then, the organization has expanded into 20 U.S. states and has received more than 17,000 stuffed animals.

The organization is run entirely by volunteers who refurbish and wash every donated stuffed animal.

In the United States, these toys are then distributed to any organization that needs them, including emergency services, children's advocacy groups and shelters.

In Ottawa, stuffed animals are used by the fire and police services.

"We have the stuffed animal to try and comfort any children," says Deputy Fire Chief Bruce Montone.

The Ottawa Paramedic Service used to have stuffed toys in their ambulances, but they are no longer stocked, says spokesman J.P. Trottier.

Anyone who needs some stuffed animals should feel free to contact Meghan at safecanada@rogers.com. Her mother will thank you.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.